



**L'ÉNERGIE :  
UNE ARME POLITIQUE ?**





## INTRODUCTION

L'approvisionnement énergétique est une question brûlante qui frappe particulièrement l'Union européenne. En effet, l'Union est fortement dépendante de l'extérieur car elle ne dispose pas de réserves d'hydrocarbures en suffisance pour répondre à ses besoins. De plus, vu que sa consommation s'accroît au fil des ans, sa dépendance croît aussi. Etant donné que notre système économique repose essentiellement sur les énergies fossiles, il sera nécessaire d'en assurer la viabilité grâce à un bon approvisionnement énergétique. Dans un avenir proche, un des défis majeurs de l'Europe sera le développement d'énergies alternatives. Entre-temps, il faudra qu'elle s'affranchisse de dépendances vis-à-vis de pays comme la Russie, qui lui fournit du gaz en grande quantité. La Russie fournit 25% de la consommation en gaz de l'UE, dont 80% transitent par l'Ukraine<sup>1</sup> et 20% par la Biélorussie. Au niveau politique, l'énergie est une arme car elle peut servir de monnaie d'échange lors de négociations internationales. Elle permet de donner du poids aux positions et aux intérêts de ceux qui la possèdent. Le conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine en est une parfaite illustration. La problématique est complexe et rentre dans un jeu d'influence féroce au niveau des relations internationales parce que, entre autres, Moscou veut retrouver sa puissance et son lustre d'antan.

---

<sup>1</sup> M. S. avec Belga, « Le gaz russe n'arrive toujours pas en Europe », [www.rtbfinfo.be](http://www.rtbfinfo.be), le 14/01/2009.

## LE CONFLIT GAZIER



À chaque fin d'année depuis 2006, nous pouvons lire dans la presse qu'il existe un différend entre la Russie et l'Ukraine au moment de renégocier les contrats tarifaires du gaz. Moscou souhaite aligner ses prix sur les cours mondiaux car Kiev ne fait plus partie de ses pays « amis ». L'Ukraine ayant bénéficié de tarifs préférentiels durant de nombreuses années, elle ne peut se permettre de payer son gaz au prix fort. Ce conflit mêle affaires et politique, les deux compagnies dont Gazprom étant possédées par chaque État prenant partie au conflit. Celle-ci est une entreprise russe principalement active dans le domaine de l'énergie qui possède d'importantes réserves de gaz. En plus de ces dernières, Gazprom dispose de ressources pétrolières. La Russie possède 50% plus une voix de l'entreprise. Contrairement à de nombreuses autres entreprises de l'ex-Union soviétique, elle n'a jamais quitté l'orbite du pouvoir<sup>2</sup>. À raison, plusieurs ministres siègent au conseil d'administration<sup>3</sup>. Dmitry Medvedev, l'actuel président, était à la tête de Gazprom avant son élection. Selon Alain Guillemoles<sup>4</sup> : « Gazprom est l'oeuvre de Poutine dans la mesure où il l'a refondée pour en faire un instrument de sa politique »<sup>5</sup>. Il connaît tout de l'entreprise jusqu'au diamètre des oléoducs<sup>6</sup>. Le fonctionnement de ce géant est pour le moins opaque et le Kremlin tire les ficelles de toutes les décisions prises. Ce consortium ne servirait-il pas les intérêts de la diplomatie russe ? Nous pensons que Vladimir Poutine a bien compris qu'il dispose d'une pièce maîtresse pour être influent sur l'échiquier international et dans ses relations avec d'éventuels partenaires. À ce titre, Mirian Méloua soulève une question intéressante : « il est troublant de constater que ces différends commerciaux sont apparus en 2006 et 2008 en période électorale ukrainienne, comme pour donner un avertissement aux partisans ukrainiens de l'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne. »<sup>7</sup> Ces événements n'influenceraient-ils pas les relations entre la Russie et les « 27 » ? Effectivement, pour peser dans les négociations, Kiev a bloqué l'acheminement du gaz vers l'Europe en janvier 2009. Suite à cela, l'Union européenne a pris

2] LEVY A., « Gazprom- la nouvelle arme du Kremlin », chat du *Courrier International*, le 9/02/2007.

3] LAMFALUSSY Ch., « Le géant Gazprom est désormais lourdement endetté », *www.lalibre.be*, le 08/01/2009.

4] Alain Guillemoles est journaliste au quotidien (*La Croix*), spécialiste de l'Europe centrale et de la Russie.

5] GUILLEMOLES A., « Gazprom, le nouvel empire », *Les petits malins*, 2008, in JOUBERT MS., « Poutine garde la main sur Gazprom », *www.france24.com*.

6] Ibid.

7] MELOUA M., « Le russe Gazprom est-il un fournisseur fiable pour les pays de l'Union européenne ? » *www.colisee.org*, le 08/01/2009.

part, malgré elle, à ce différend. Elle a tenté de le résoudre car de l'issue du conflit dépendait son approvisionnement. Des pays comme la Lettonie, la Bulgarie, la Slovaquie et la Finlande sont liés à 100% au gaz russe. De nombreux États membres en sont aussi dépendants mais dans une moindre mesure<sup>8</sup>. Ce conflit s'inscrit dans une dynamique plus large où la Russie utilise l'énergie comme arme politique afin de freiner l'expansion de la zone d'influence européenne sur ses anciennes républiques. Ceci conditionne les relations entre les deux entités.

## LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE



Durant les 50 dernières années, les relations entre l'Union et Moscou n'ont jamais été évi- dentes. Ce sont deux entités diamétralement opposées qui ont des structures très différen- tes. En effet, contrairement à la Russie, l'Union n'est pas un État souverain et est composée d'entités variées. Afin d'améliorer et de formaliser leurs relations dans le domaine éner- gétique, l'UE et la Russie ont entamé un « dialogue énergie » depuis 2000<sup>9</sup>. Cependant, des compagnies européennes, probablement soutenues par leur État, concluent des accords bilatéraux avec la Russie. Pour mieux comprendre la situation, il nous faut resituer ces relations dans un contexte plus large.

La chute de l'empire soviétique a engendré un bouleversement au niveau des relations internationales. Suite à ces événements, les rapports entre Moscou et les anciennes républiques de l'URSS sont devenus délicats. Durant ses deux mandats, Vladimir Poutine a mené une politique basée sur le nationalisme. Il souhaite redorer l'image de son pays et le renforcer sur l'échiquier interna- tional. Le Kremlin a voulu conserver sa zone d'influence à ses proches voisins

8] Ibid.

9] « South Stream : la Grèce conclut un accord sur le gazoduc avec la Russie », *Euractiv.com*, 06/02/2007..



et sa politique vis-à-vis de ces derniers n'a pas toujours été claire comme l'illustrent les tensions qui n'ont pas manqué de marquer l'actualité comme les conflits au Kosovo et en Géorgie. De plus en plus d'anciens pays satellites s'écartent des vues du Kremlin et se tournent vers l'ancien bloc de l'Ouest. L'élargissement en 2004 et en 2007 à certains anciens membres de l'URSS n'a pas été favorablement perçu par Moscou. Le « cas » ukrainien entre dans cette même logique. La pierre d'achoppement entre les deux pays fait suite à la « Révolution orange », qui était la couleur du parti de Victor Louchtenko. Cette dernière désigne une série de manifestations qui ont eu lieu après le second tour de l'élection présidentielle ukrainienne le 21 novembre 2004. Après d'âpres négociations soutenues par l'Europe, un troisième tour a été organisé et a consacré la victoire du candidat pro-européen (ou anti-russe). Il est certes plus difficile pour l'Union de prendre partie ou de s'opposer aux desiderata russes lorsque celui-ci peut couper les vannes qui permettent l'acheminement d'énergie dont nous sommes, rappelons-le, fortement dépendants. Comme nous l'avons fait remarquer, la donne au niveau international a changé. L'Union européenne devra tenir compte des puissances émergentes : les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). En effet, Moscou se tourne de plus en plus vers sa « façade » asiatique, son influence diminue à l'Ouest. Elle fait partie de l'Organisation de Shanghaï créée en 1996 composée de la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Elle comporte aussi 4 observateurs : l'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan<sup>10</sup>. Cette Organisation régionale vise une meilleure coopération multilatérale, notamment au niveau militaire : une sorte de concurrente de l'OTAN. La Russie n'a pas besoin de l'Europe pour vendre son gaz tandis que la réciproque n'est pas vraie. Que peut donc faire l'Union pour apporter des solutions au problème énergétique ?

10] RADYANYI J., « Le poids des affaires étrangères », *Le Monde diplomatique*, décembre 2007.

## L'ÉNERGIE EN EUROPE : SOLUTIONS ET PROBLÈMES



L'Europe n'a pas de politique clairement définie en matière d'énergie. Chaque État membre privilégie ses propres intérêts nationaux, ce qui ne permet pas à l'Union de mener une politique commune cohérente. Les aspects extérieurs de la politique énergétique restent une question de souveraineté nationale relevant de la compétence du ministre des affaires étrangères de chaque État membre. Néanmoins, les autorités européennes savent qu'il faut relever le défi « écologique » qui passe par la mise sur pied d'énergies alternatives. Pour ce faire, la Commission a lancé des pistes de solutions en publiant un Livre vert énergétique en 2006 : « Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable ».

Dans la continuité, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté, le 9 mars 2007, lors du Conseil européen de printemps, un plan d'action global dans le domaine de l'énergie pour la période 2007-2009. Pour diversifier son approvisionnement, un projet de gazoduc nommé « Nabucco » a été lancé en 2002. « Il vise à relier la mer Caspienne au centre de distribution européen de Baumgarten, en Autriche, en passant par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, et ce en contournant la Russie. Les délégués d'une douzaine de pays de transit ou fournisseurs potentiels, ainsi que des représentants de l'Union européenne réunis à Budapest, ont réaffirmé leur soutien au projet qui doit permettre à partir de 2013 de diversifier l'approvisionnement en gaz de l'Europe<sup>11</sup> ». Il ne s'agirait non plus de gaz russe mais du gaz en provenance d'Asie centrale comme l'Azerbaïdjan. Cependant, l'assurance d'approvisionnement en gaz n'est pas assurée d'où l'hésitation de certains pays à prendre en charge le financement. Il existe bien d'autres projets concurrents à Nabucco dont la sé-

11] « L'Europe veut accélérer le projet de gazoduc Nabucco », *lecho.be*, 27/01/2009.

curité d'acheminement et l'investissement seraient garantis.<sup>12</sup> « Nord Stream » et « South Stream » approvisionneraient toute l'Europe mais en gaz russe et c'est bien là que le bât blesse. « Nord Stream » est en construction grâce à un consortium russo-allemand. De plus, ces éventuels gazoducs ont reçu le soutien de certains pays membres. Cela démontre la prégnance des intérêts nationaux au sein de l'Union, ce qui pose problème pour parvenir à solutionner la question de l'énergie.

## CONCLUSION

L'approvisionnement énergétique et sa sécurisation sont des enjeux majeurs pour l'Union européenne. La Russie dispose d'un avantage stratégique considérable pour peser dans les négociations internationales grâce au tentaculaire Gazprom. Ce dernier possède d'innombrables ressources en hydrocarbure (pétrole et gaz). Le conflit gazier opposant l'Ukraine à la Russie et ses conséquences en Europe illustrent le pouvoir de l'énergie. Moscou est, en effet, un acteur incontournable dans les négociations énergétiques et a compris que c'était son atout majeur pour avoir du poids sur la scène internationale. En se tournant vers d'autres partenaires, le Kremlin prend un ascendant considérable sur les Européens. Ceux-ci tardent à parler d'une seule voix dans leurs échanges avec les Russes, et le « dialogue énergie » est au point mort. Les relations se sont tendues entre les deux entités car la diplomatie européenne a été refroidie par les conflits géorgien et gazier ukrainien.

## SOURCES

ARABOY P., « Vu de Moscou - Les Européens risquent de tout perdre », *Le Courrier International*, n°953, 05/02/2009.

M. S. avec Belga, « Le gaz russe n'arrive toujours pas en Europe », [www.rtbinfo.be](http://www.rtbinfo.be), le 14/01/2009.

GUILLEMOLES A., « Gazprom, le nouvel empire », *Les petits malins*, 2008, in JOUBERT MS., « Poutine garde la main sur Gazprom », [www.france24.com](http://www.france24.com).

KRAMER A.E., « Gazprom », *New York Times*, 20/01/2009.

LAMFALUSSY Ch., « Le géant Gazprom est désormais lourdement endetté », [www.lalibre.be](http://www.lalibre.be), le 08/01/2009.

LEVY A., « Gazprom- la nouvelle arme du Kremlin », chat du Courrier International, le 9/02/2007.

« South Stream : la Grèce conclut un accord sur le gazoduc avec la Russie », [Euractiv.com](http://Euractiv.com), 06/02/2007..

MELOUA M., « Le russe Gazprom est-il un fournisseur fiable pour les pays de l'Union européenne ? », [www.colisee.org](http://www.colisee.org), le 08/01/2009.

RADYANYI J., « Le poids des affaires étrangères », *Le Monde diplomatique*, décembre 2007.

« L'Europe veut accélérer le projet de gazoduc Nabucco », [lecho.be](http://lecho.be), 27/01/2009.

12] ARABOY P., « Vu de Moscou - Les Européens risquent de tout perdre », *Le Courrier International*, n°953, 05/02/2009.

Auteur : Frank Marchal  
juillet 2009

**DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !**

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



**Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

**Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00**

**[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**